

NOTE
A MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

S/C DE MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL

OBJET : Questions d'actualité SIG - 29 septembre 2014

1. Un positionnement politique du gouvernement vu comme plutôt équilibré

⇒ Dans une période de trouble sur ce que sont la gauche et la droite, où ressort une demande d'efficacité plus que d'affrontement idéologiques, le positionnement du gouvernement paraît assez équilibré. En effet, **23% pensent que le gouvernement mène aujourd'hui une politique « à gauche », 22% « au centre », 32% « ni à gauche, ni à droite » et 15% « à droite ».**

Plus de 50% des Français placent ainsi l'action gouvernementale au centre ou hors des clivages du paysage politique français.

Chez les électeurs de 2012, 30% placent l'action gouvernementale « à gauche », 27% « au centre », 20% « ni à gauche ni à droite » et 18% « à droite ».

Par rapport à la mesure d'Harris interactive début septembre, la proportion de Français plaçant l'action gouvernementale « à gauche » a cru de 4 points, celle plaçant l'action gouvernementale « à droite » a diminué de 10 points (à noter cependant que la méthode de recueil est différente, ce qui peut expliquer certains écarts).

2. Un souhait de fermeté et d'autorité face aux blocages catégoriels ; une compréhension des protestations vus comme justes, tant qu'elles n'engendrent pas de désordre.

⇒ Quand ils « *pensent aux conflits sociaux et aux blocages que peuvent entraîner certaines réformes* », les Français souhaitent avant tout « *que le gouvernement reste ferme, quitte à provoquer des mouvements qui peuvent durer* » (60%). Seuls 37% estiment qu'il faut « *savoir céder pour éviter les mouvements qui peuvent durer* ». **Même à gauche, la fermeté est majoritaire (52%),** signe que la demande d'autorité déborde largement de la droite.

63% des Français se disaient (avant l'annonce de la fin de la grève) « *pas satisfaits* » de la manière dont le gouvernement a géré le dossier, résultat peut-être des divergences perçues de position gouvernementales face à mouvement très peu soutenu par l'opinion.

⇒ A l'inverse, les protestations des **agriculteurs** pour dénoncer la baisse du prix de vente des fruits et légumes, qui ne sont pas vues comme une protestation de privilégiés ou comme un facteur de blocage faisant peser une menace sur pays, sont **très soutenues par les Français (80%, dont 73% des sympathisants de gauche et 86% de ceux de droite).**

Les **gestes radicaux** survenus lors de ces manifestations (incendie d'un centre des impôts) ne sont en revanche « *compris* » que par **46% des Français** (dont 40% des sympathisants de gauche) ; et « *soutenus* » par **23%** : les Français posent clairement des **limites au désordre.**

3. Politique familiale : une ouverture à faire des économies ; les réformes envisagées peu soutenues ; la modulation des allocations plébiscitée.

⇒ **Près d'un français sur deux (45%)** identifient les aides publiques destinées aux familles comme *« un domaine où l'on peut faire des économies dans le cadre des 50 milliards de réduction prévus »*.

Ce chiffre est d'autant plus notable qu'il reste constant auprès des plus directement concernées : **45% des personnes ayant des enfants au foyer sont prêts à des économies sur l'aide aux familles**, et 45% des personnes âgées de 35 à 64 ans.

Le clivage est en revanche politique : **la gauche (37%) est moins prête que la droite (54% paradoxalement)** à des économies dans ce poste budgétaire.

⇒ Les **mesures envisagées** font l'objet d'un accueil très mitigé :

- **59% des Français se disent opposés à la diminution de moitié de la prime de naissance à partir du deuxième enfant** au motif que *« ces dépenses sont importantes à la naissance de chaque enfant »*. 41% estiment à l'inverse que l'on peut diminuer cette prime car *« les dépenses sont plus importantes pour le premier enfant »*.

La gauche (38%) soutient moins cette proposition que la droite (42%).

- **43% des Français pensent que la revalorisation de 65 euros du montant des allocations peut être repoussée de 14 ans à 16 ans** *« car c'est à cet âge qu'un enfant coûte vraiment plus cher aux familles »* ; contre 56% qui estiment à l'inverse que ces allocations doivent être versées dès l'âge de 14 ans *« car les familles en ont besoin à cet âge »*.

Les sympathisants PS y sont là aussi nettement opposés (33%), alors que le centre (51%) ou la droite (48%) sont plus partagés.

- **Seule la meilleure répartition du congé parental entre père et mère est acceptée** : 60% des Français sont favorables, contre 39%. La question était toutefois très positive (*« Actuellement, à partir du 2ème enfant, le congé parental est de 3 ans à condition que le père prenne au moins 6 mois sur ces trois ans. Si le père ne prend pas ces 6 mois, le congé parental de la mère est réduit à 2 ans et demi. Vous personnellement, seriez-vous favorable ou opposé à ce que cette répartition entre le père et la mère soit de 18 mois pour chacun des deux ? »*). Il est possible que l'exposition médiatique aux arguments contre cette réforme puisse modifier un peu l'opinion.

Ces réformes, peut-être parce qu'elles sont perçues comme des coupes trop transversales, semblent peu convaincre.

⇒ **En revanche l'idée de moduler les allocations familiales reçoit un excellent accueil : 82%** se disent d'accord avec l'idée *« adapter le montant des allocations familiales aux revenus des familles »*, contre 18% qui préfèrent *« verser le même montant d'allocations familiales à toutes les familles »*.

Les sympathisants de la majorité sont quasi-unanimes (92%) ; les taux de soutien sont très élevés à droite (77%) et au Front National (79%).

L'approbation concerne toutes les CSP : 84% des CSP+, 86% des professions intermédiaires et 86% des CSP-. Le taux d'approbation le plus bas se trouve paradoxalement chez... les retraités (77%).

4. Un soutien croissant aux opérations en Irak.

⇒ **Le soutien à l'action Française en Irak a progressé de dix points en une semaine** (61%, dont 63% à gauche, 63% à droite, 55% au FN). L'indignation après l'assassinat de l'otage et le réveil patriotique ont pris le pas sur les réticences ou les peurs. Seules les CPS- restent plus partagées (50/48).

⇒ **Les Français se déclarant opposés à cette intervention invoquent avant tout les craintes sécuritaires** (57% citent la peur que « *les frappes augmentent le risque terroriste contre les Français* » ; 47% le fait que ces frappes seraient « *inefficaces face au problème jihadiste* ») ; **puis leur coût** (37% indiquent que « *ces frappes coûtent cher* » ; 23% soulignent que « *la France prend déjà sa part dans la lutte contre le djihadisme au Mali et en Centrafrique* »). Les questions de **légitimité** (action menée par les Etats-Unis, absence de mandat de l'ONU) n'arrivent qu'après.

⇒ **L'enjeu de l'extension des frappes aériennes à la Syrie semble peu saisi à ce stade.** 49% se disent d'accord avec l'idée qu'il faut y étendre les frappes « *car c'est là-bas que se trouvent les principales forces de l'Etat islamique* », contre 44% qui préféreraient « *ne pas étendre les frappes car elles pourraient être une aide indirecte au régime de Bachar El-Assad* ».

Les faibles clivages sociologiques ou politiques laissent penser que l'opinion n'est guère formée sur ce point (ou, au moins, que les raisons proposées dans les questions ne sont pas les déterminants principaux des réponses).

1. Des Français qui se sentent dans l'ensemble bien protégés contre le terrorisme par le gouvernement.

⇒ **Malgré le problème très médiatisé concernant le retour des 3 Français combattants, 58% des Français font « confiance au gouvernement pour assurer la protection des Français en cas d'actions ou de menaces terroristes ».** Un score élevé, au regard des autres indicateurs de confiance sectoriels.

Le clivage est nettement politique : 73% des sympathisants de gauche se sentent bien protégés par le gouvernement, contre 45% des sympathisants de droite et 32% des sympathisants FN.

⇒ Les critiques formulées à l'encontre de la loi antiterroriste, selon lesquelles « *la loi ne respecterait pas les libertés individuelles* », sont approuvées par 47% des Français et désapprouvées par 52%. Là encore, l'absence de clivage sociologique ou politique tend à laisser penser que le débat n'a pas encore percé ou que l'opinion n'est pas cristallisée.

Adrien ABECASSIS